

Procès-verbal du Comité syndical - Socle commun

Séance du 17 juin 2025

Le dix-sept juin deux mille vingt-cinq, à 9 heures 30, le comité syndical, dûment convoqué le onze juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à distance et en présentiel au siège de l'Agence 47 bis rue des Vinaigriers – 75010 Paris, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 110

Nombre de délégués présents ou représentés : 56

Étaient présents :

Titulaires (35) :

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Edith Félix (Bagnolet), Stéphanika Toussaint (Bois-Colombes), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Pierre Leclerc (Bry-sur-Marne), Samuel Besnard (Cachan), Yann Viguié (Champigny-sur-Marne), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Laurent Taupin (Chevilly-Larue), Patrice Pinard (Clichy-la-Garenne), Léopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Sophie Bosquillon (Ile-Saint-Denis), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Pierrick Amella (Pantin), Sylvain Raifaud (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Julie Lefebvre (Romainville), Patrick Leroy (Rungis), Capucine Du Sartel (Saint-Cloud), Christophe Piercy (Saint-Denis), Sophie de Lamotte (Suresnes), Sébastien Curlier-Andrade (Thiais), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine), Patricia Vavassori (GPGE), Patrick De La Marque (GPSO), Bertrand-Pierre Galey (GPSO), Bernard Roche (GPSO), Alix Bougeret (Région Ile-de-France),

Suppléants avec voix délibératives (03) :

Isabelle Massard (Gennevilliers), Louise Bompaire (GPSO), Luc Mauvarin (GPSO).

Suppléant sans voix délibérative (01) :

Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine).

Excusés ayant donné pouvoir (18) :

Jean-François Ploteau (Argenteuil) à Cédric Nicolas, Matthieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) à C. Nicolas, Bruno Tudor (Bagneux) à Samuel Besnard, Marc Feugere (Chatenay-Malabry) à Stéphanika Toussaint, Elodie Dorfiac (Châtillon) à Samuel Besnard, Hervé de Compiègne (Courbevoie) à Pierre Leclerc, Jean-Luc Millard (Drancy) à Mohamed Houcini, Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois) à Isabelle Massard, Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine) à Isabelle Massard, Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil), Laurent Baron (Le Pré-Saint-Gervais) à Pierrick Amella, Marie-France Parrain (Maisons-Alfort) à Marie-Hélène Magne, Farid Hemidi (Malakoff) à Marie-Hélène Magne, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison), à Jean-Marie Ballet, Patrice Pattée (Sceaux) à Frédéric Sitbon, Henri Roger-Estrade (Verrières-le-Buisson) à Stéphanika Toussaint, Hervé Lièvre (GPSO) à Luc Mauvarin, Patrick Ollier (MGP) à Sylvain Raifaud.

Total des voix **1 702,81 voix**

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (Socle commun) du 26 avril 2025

2. Délibérations :

2025 18 - Adhésion de l'Haÿ-les-Roses à l'Agence

2025 19 - Actualisation du tableau des emplois et des effectifs

2025 20 - Mise en conformité des modalités de mise en œuvre du CE pour les agents de l'Agence

2025 21 - Modification des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib'

Délibérations relatives au Budget principal :

2025 22 - Approbation du compte de gestion 2024

2025 23 - Approbation du compte administratif 2024

2025 24 - Affectation du résultat 2024

2025 25 - Constitution de provisions pour risques et charges et créances douteuses

2025 26 - Approbation du budget supplémentaire 2025 – Budget principal

Délibérations relatives au Budget annexe Velib' :

2025 27 - Approbation du compte de gestion 2024

2025 28 - Approbation du compte administratif 2024

2025 29 - Affectation du résultat 2024

2025 30 - Constitution de provisions pour risques et charges et créances douteuses

2025 31 - Approbation du budget supplémentaire 2025 – Régie Velib'

2025 32 - Rendu-compte des décisions du Président prises dans le cadre de la délégation de compétence

Monsieur Frédéric Sitbon est désigné, à l'unanimité, secrétaire de séance et président pour les comptes administratifs : Pour 1 702,81 voix.

1. Approbation du procès-verbal du comité syndical de la séance du 26 avril 2025

Le Président demande s'il y a des observations.

Sophie Deschiens (Levallois-Perret) fait remarquer qu'elle était excusée pour la séance du 26 avril et que cela n'a pas été consigné au procès-verbal.

Le Président prend note de cette remarque. Il demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du comité syndical du 26 avril 2025.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Pour : 1 702,81 voix

Le procès-verbal du comité syndical du 26 avril 2025 **est approuvé à l'unanimité.**

2. Délibérations

2025 18 - Adhésion de l'Haÿ-les-Roses à l'Agence

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur général, explique que l'Agence a rencontré la commune de l'Haÿ-les-Roses dans le cadre d'une étude qui a été conduite sur l'ensemble du territoire du Sud du Val-de-Marne qui

comptait Chevilly-Larue, Thiais et L'Haÿ-les-Roses. Chevilly-Larue et Thiais ont adhéré il y a quelques mois et les stations sont en cours d'installation. L'intérêt de cette adhésion est de compléter le maillage du service public Velib' dans le département du Val-de-Marne.

Le Président donne la parole à Marine Renavand représentante titulaire de L'Haÿ-les-Roses.

Marine Renavand (L'Haÿ-les-Roses) remercie Yannick Cabaret pour la présentation. Elle souligne que la commune est très contente de rejoindre l'Agence métropolitaine des mobilités partagées surtout dans le contexte de l'arrivée du métro. C'est une étape importante pour la ville qui va permettre d'élargir l'offre de mobilité pour les habitants.

Le Président ajoute que l'installation prochaine des stations Velib' contribuera à un maillage cohérent du territoire, en lien avec la prolongation de la ligne 14.

Le Président donne la parole aux membres.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) explique qu'il s'est déjà exprimé lors de la réunion du Bureau. Globalement GPSO n'est pas favorable à l'extension du champ d'intervention de l'Agence. Selon lui, l'Agence s'étend et ça ne plait pas à GPSO. En l'occurrence, la géographie fait qu'il n'y a pas de raison de s'opposer à l'accueil de L'Haÿ-les-Roses puisque c'est cohérent avec le maillage environnant. Cependant avec ce système, l'Agence peut s'étendre beaucoup. Il dit s'abstenir sur ce point.

Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont) dit être du même avis que Bertrand-Pierre Galey.

Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) souhaite la bienvenue à la commune de L'Haÿ-les-Roses. Ce service manquait aux habitants de Fontenay-aux-Roses, notamment pour faciliter les déplacements vers les pôles professionnels et commerciaux de L'Haÿ-les-Roses.

Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine) partage le point de vue de Mohamed Houcini. Selon lui, l'intégration de L'Haÿ-les-Roses à l'Agence va permettre de renforcer l'intermodalité et de proposer une offre de mobilité plus complète et cohérente à l'échelle du territoire.

Luc Mauvarin (Chaville) précise que la ville de Chaville ne s'alignera pas sur la position de Bertrand-Pierre Galey (GPSO).

Laurin Taupin (Chevilly-Larue) se réjouit de l'adhésion de L'Haÿ-les-Roses au service Velib'. Il explique qu'il y a un véritable besoin sur ce territoire. En tant qu'habitant résidant à proximité de la gare, il constate chaque jour de nombreux cyclistes qui montent depuis le bas de la ville pour rejoindre la station de métro. Cela illustre bien la demande existante. L'arrivée de Velib' va donc répondre à des besoins concrets de mobilité, notamment entre Bourg-la-Reine, L'Haÿ-les-Roses, Chevilly-Larue et Thiais.

Luc Mauvarin (GPSO) demande où en est l'adhésion de Créteil votée l'année dernière.

Yannick Cabaret (Directeur Général) répond que le déploiement est en cours avec une dizaine de stations déjà installées et de bons résultats en termes d'usage. Cependant, des problèmes de fraude et de dégradations ont été constatés sur plusieurs stations à Créteil. Des actions sont menées avec les équipes locales pour y remédier. Le développement se poursuit avec encore cinq stations à ouvrir prochainement.

Sylvie Simon-Deck (Créteil) confirme les propos de Yannick Cabaret. La ville de Créteil est fière d'être pleinement adhérente à Velib'. C'est un service qui fonctionne bien et qui rend de grands services.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 18 au vote.

Contre : 0 voix

Abstention : 67,75 voix GPSO, Charenton-le-Pont, Maisons-Alfort, Malakoff, GPSO

Pour : 1 635,06 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE l'adhésion de L'Haÿ-les-Roses au socle commun de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées.

Article 2 : APPROUVE le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de la commune de L'Haÿ-les-Roses à l'Agence métropolitaine des mobilités partagées.

Article 3 : APPROUVE l'adhésion de la commune de L'Haÿ-les-Roses à l'option Velib'.

Article 4 : MODIFIE en conséquence l'annexe 2 des statuts de l'Agemob adoptés le 7 avril 2025 annexée.

2025 19 - Actualisation du tableau des emplois et des effectifs

Le Président donne la parole à Fabienne Puig.

Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des ressources humaines, explique qu'il est proposé de supprimer l'emploi de responsable de gestion budgétaire et financière à la suite du départ de l'agent début juin 2024. Grâce à l'organisation mise en place, l'absence d'agent sur cet emploi pendant un an n'a pas généré de difficulté particulière ni occasionné de charge de travail supplémentaire pour le responsable du service finances ou le comptable.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 19 au vote.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Pour : 1 702,81 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE la suppression de l'emploi de responsable de gestion budgétaire et financière.

FIXE le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

N° de poste	Nature du poste	Cat.	Cadres d'emplois	Grades	Possibilité de recourir à l'article L.332-8-2°	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
1	Directeur.rice du Syndicat	A+	Administrateurs Ingénieurs en chef	Administrateur Administrateur hors cl Ingénieur en chef Ingénieur en chef hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 ou 8 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 461 et HEBb3
2	Directeur.rice juridique et commande publique	A	Attachés	Attaché Attaché principal Attaché hors cl	oui	Diplômes de niveau 5 ou 6 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
3	Responsable carrière et paie						
4	Chargé.e de mission RSE						
5	Directeur.rice communication et marketing						
6	Chargé.e de communication						
7	Chargé.e de communication						
8	Juriste / Chargé.e de la commande publique						

N° de poste	Nature du poste	Cat.	Cadres d'emplois	Grades	Possibilité de recourir à l'article L.332-8-2°	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
9	Responsable budgétaire	A/B	Attachés Rédacteurs	Attaché Attaché principal Attaché hors cl Rédacteur Rédacteur princ. 2 ^e cl Rédacteur prin. 1 ^{re} cl	oui	Diplômes de niveau 4 au moins 6 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 1027
10	Comptable	B	Rédacteurs	Rédacteur Rédacteur princ. 2 ^e cl Rédacteur princ. 1 ^{re} cl	oui	Diplômes de niveau 4 au moins 3 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 707
11	Assistant.e des services	B/C	Rédacteurs Adjoints administratifs	Rédacteur Rédacteur princ. 2 ^e cl Rédacteur princ. 1 ^{re} cl Adjoint administratif Adjoint adm. princ. 2 ^e cl Adjoint adm. princ. 1 ^{re} cl	oui	Diplômes de niveau 3, 4 au moins 2 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 707
12	Gestionnaire carrière / Paie	C	Adjoints administratifs	Adjoint administratif Adjoint adm. princ. 2 ^e cl Adjoint adm. princ. 1 ^{re} cl		Diplômes de niveau 3 au moins 2 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 558
13	Directeur.rice de l'administration générale et RH	A+	Administrateurs Ingénieurs en chef	Administrateur Administrateur hors cl Ingénieur en chef Ingénieur en chef hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 461 et 1027

14	Directeur.rice des techniques	A+/A	Ingénieurs en chef Ingénieurs	Ingénieur en chef Ingénieur en chef hors cl Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
15	Data Scientist	A	Ingénieurs	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
16	Responsable déploiement et exploitation	A/B	Ingénieurs Attachés Rédacteurs Techniciens	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl Attaché Attaché principal Attaché hors cl Rédacteur Rédacteur prin. 2e cl Rédacteur prin. 1re cl Technicien Technicien prin. 2e cl Technicien prin. 1re cl	oui	Diplômes de niveau 4, 5 ou 6 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 1027
17	Responsable des études et expertises	A	Ingénieurs	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
18	Chargé.e de mission nouvelles mobilités	A	Ingénieurs Attachés	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl Attaché Attaché principal Attaché hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
N° de poste	Nature du poste	Cat.	Cadres d'emplois	Grades	Possibilité de recourir à l'article L.332-8-2°	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
19	Directeur.rice des finances	A+/A	Administrateurs Attachés Ingénieurs	Administrateur Administrateur hors cl Attaché Attaché principal Attaché hors cl Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 5, 6 ou 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
20	Statisticien.ne / Cartographe	A	Attachés Ingénieurs	Attaché Attaché principal Attaché hors cl Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 5, 6 ou 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
21	Contrôleur.euse des stations	C	Adjoints techniques Agents de maitrise Adjoints administratifs	Adjoint technique	oui	Diplômes de niveau 3 au moins 2 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 597
22				Adjoint tech. princ. 2e cl			
23				Adjoint tech. princ. 1re cl			
24				Agent de maitrise			
				Agent de maitrise principal			
				Adjoint administratif			
				Adjoint adm. princ. 2e cl			
				Adjoint adm. princ. 1re cl			

AUTORISE dans le cas de recrutement infructueux d'un ou d'une fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que l'emploi créé pourrait être exercé par un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 et L.332-14 du code général de la fonction publique.

DIT que tous les emplois sont à temps complet.

2025 20 - Mise en conformité des modalités de mise en œuvre du CET pour les agents de l'Agence

Le Président donne la parole à Fabienne Puig.

Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des ressources humaines, explique qu'il convient d'actualiser l'article 5 de la délibération 2014 024 du 4 septembre 2014 conformément aux modifications apportées par l'arrêté du 24 novembre 2023 fixant les montants des jours indemnisés dans le cadre du compte épargne-temps (CET).

Le Président donne la parole aux membres.

Abdellah Benbekta (Vitry-sur-Seine) informe qu'il va s'abstenir sur cette délibération, n'ayant pas les tenants et les aboutissants. Il ne connaît pas le nombre d'agents concernés par catégorie et souhaite une répartition équitable.

Fabienne Puig explique que l'Agence est obligée de se conformer aux textes réglementaires qui déterminent les taux de l'indemnisation des jours de CET. Elle précise que ce n'est pas un droit d'indemniser et que certaines collectivités n'ont pas fait le choix de l'indemnisation.

Abdellah Benbekta (Vitry-sur-Seine) répond qu'il votera pour cette délibération après explications.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 20 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 1 702,81 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE de modifier l'article 5 de la délibération 2014 024 du 4 septembre 2014 comme suit :

- Les jours épargnés sur le compte épargne-temps peuvent être utilisés sous forme de congés, pris dans les conditions mentionnées à l'article 3 du décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 susvisé.

- L'unité d'alimentation du compte épargne-temps est la journée entière.

- Les jours épargnés sur le compte épargne-temps peuvent être indemnisés à hauteur d'un montant forfaitaire par catégorie statutaire, fixé par l'arrêté prévu à l'article 6-2 du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié, à compter du 16^e jour et plus (les 15 premiers jours ne pouvant être utilisés que sous forme de congés) comme suit :

- Catégorie A - 150 € brut par jour
- Catégorie B - 100 € brut par jour
- Catégorie C - 83 € brut par jour

Ou, versés au titre de la RAFP selon les barèmes réglementaires en vigueur. Ces options sont donc ouvertes pour les jours inscrits au CET entre le 16^e et le 60^e jour.

Ainsi l'agent titulaire ou contractuel peut, pour les jours épargnés, opter :

- soit pour leur utilisation sous forme de congés,
- soit les maintenir au titre du CET sous réserve de ne pas dépasser le plafond de 60 jours (si le plafond est atteint, aucun jour supplémentaire ne peut être épargné), hormis les dérogations prévues lors de l'état d'urgence et des Jeux olympiques et paralympiques,
- soit être indemnisé au-delà du quinzième jour,
- soit (seulement pour les fonctionnaires CNRACL) demander leur prise en compte au titre de la retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP).

DIT que les autres articles de la délibération 2014 024 du 4 septembre 2014 restent inchangés et que l'article 5 suivra l'évolution de la réglementation à venir notamment concernant les montants forfaitaires par catégorie statutaire.

2025 21 - Modification des tarifs généraux de l'utilisation du service Velib'

Le Président indique que cette délibération a été présentée par Yannick Cabaret lors du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation (Régie Velib') et a reçu un avis favorable unanime. Il convient maintenant de l'approuver.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 21 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 1 702,81 voix

Le comité syndical après en avoir délibéré,

Article 1: APPROUVE les tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' Métropole tels que précisés dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Article 2: DECIDE que l'entrée en vigueur des tarifs ainsi modifiés et détaillés en annexe de la présente délibération interviendra au plus tôt le 15 juillet 2025 et au plus tard le 15 août 2025, la date sera précisée par ordre de service de l'Agemob au Titulaire du marché.

Article 3: Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Délibérations relatives au Budget principal :

2025 22 - Approbation du compte de gestion 2024

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret, Directeur général.

Yannick Cabaret, Directeur général, explique que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être approuvé préalablement au compte administratif. Le comptable public ayant repris toutes les dépenses et recettes réelles ainsi que toutes les dépenses et recettes d'ordre, il est constaté que le compte de gestion 2024 concorde avec le compte administratif 2024 du budget principal de l'Agence.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 22 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 1 702,81 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : STATUE sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 du compte de gestion joint en annexe.

Article 2 : DECLARE que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2024 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 : ADOPTE le compte de gestion de l'exercice 2024 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

2025 23 – Approbation du compte administratif 2024

Le Président cède la présidence à Monsieur Frédéric Sitbon et quitte la salle.

Le Président, Frédéric Sitbon, donne la parole à Yannick Cabaret, Directeur général.

Yannick Cabaret, Directeur général, explique que le compte administratif 2024 reflète une progression modérée de la masse salariale et intègre des éléments budgétaires partiellement portés par le budget 2025, notamment la gestion des provisions. On note également l'encaissement des contributions des collectivités locales pour couvrir les dépenses de fonctionnement hors provisions. Globalement, le budget a connu une hausse de 13,5 %, principalement en raison des honoraires liés aux contentieux (notamment Autolib') et de l'augmentation des loyers au déménagement de l'Agence dans les nouveaux locaux.

Le Président, Frédéric Sitbon, demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 23 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 1 702,81 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, donne acte des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2024 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

Section de fonctionnement en euros :

- Recettes : 5 638 372,92 euros
- Dépenses : 5 818 088,05 euros

Soit un déficit de fonctionnement de l'exercice 2024 : - 179 715,13 euros.

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : + 384 489,18 euros, dont 564 204,31 euros de report d'excédent de l'exercice 2023.

Section d'investissement en euros :

- Recettes : 3 365 939,06 euros
- Dépenses : 2 940 595,41 euros

Soit un excédent d'investissement de l'exercice 2024 : + 425 343,65 euros

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : + 880 916,84 euros, compte tenu du déficit d'investissement de l'exercice 2023 de : + 455 573,19 euros

Soit un excédent global de clôture 2024 : 1 265 406,02 euros

Approuve le compte administratif de l'exercice 2024 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

2025 24 – Affectation du résultat 2024

Le Président, Sylvain Raifaud, reprend la présidence et donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur général, explique qu'il est proposé d'affecter le résultat de 2024 de la façon suivante : le résultat de fonctionnement reporté à 384 489,01€ et le résultat d'investissement reporté à 880 916€.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence soumet la délibération 2025-24 au vote.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Pour : 1 702,81 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE :

Article 1er : D'AFFECTER en report à nouveau en section de fonctionnement 384 489,18 euros (compte 002 solde d'excédent reporté).

Article 2 : D'AFFECTER l'excédent d'investissement de l'exercice 2024 de 880 916,84 euros à la section d'investissement-recettes (compte 001 solde d'excédent reporté).

2025 25 – Constitution de provisions pour risques et charges et créances douteuses

Le Président, donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur général, explique qu'il faut pour définir les modalités de provisionnement pour le budget principal. Il est proposé d'appliquer un taux de 15 % pour les créances non recouvrées de plus de 2 ans.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Pour : 1 702,81 voix

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence soumet la délibération 2025-25 au vote.

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : CONSTITUE une provision pour risque et charges de fonctionnement de 315 614 €.

Article 2 : CONSTITUE une provision pour créance douteuses à hauteur de 15% des restes à recouvrer supérieurs à 2 ans au 31-12-2024 pour un montant de 68 875,18 €.

Article 3 : DIT que les crédits sont prévus en dépenses aux compte 6815 « dotations aux provisions pour risques et charges » et 6817 « dotations aux provisions pour dépréciations des actifs circulants »

Le Président, donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur général, explique que l'excédent global cumulé va permettre de prendre en compte les provisions pour risques et charges ainsi que les provisions pour dépréciation des actifs circulants (créances douteuses). Le budget supplémentaire est aussi l'occasion d'opérer les ajustements budgétaires nécessaires. Ainsi, il est proposé de réduire la part du montant versée dans la cadre du contentieux Autolib', les intérêts légaux majorés n'ayant pas été appliqués et d'augmenter le montant de l'annuité de remboursement de l'emprunt, celui-ci ayant été accordé plus tôt qu'initialement prévu.

Le Président, salue les efforts faits pour minimiser les frais d'emprunt pour Autolib'.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025-26 au vote.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Pour : 1 702,81 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : ADOPTE le budget supplémentaire suivant :

Section de fonctionnement :

Chapitre	Article	Dépenses		Recettes	
		Déduire	Ajouter	Déduire	Ajouter
002	002				384 489,18 €
68	6815		315 614,00 €		
68	6817		68 875,18 €		
65	65888	690 000,00 €			
011	611		17 150,00 €		
023	023		672 850,00 €		
Total		690 000,00 €	1 074 489,18 €	- €	384 489,18 €
Solde			384 489,18 €		384 489,18 €

Section d'investissement :

Chapitre	Article	Dépenses		Recettes	
		Déduire	Ajouter	Déduire	Ajouter
001	001				880 916,84 €
021	021				672 850,00 €
16	1641		672 850,00 €		
Total		- €	672 850,00 €	- €	1 553 766,84 €
Solde			672 850,00 €		1 553 766,84 €

Délibérations relatives au Budget annexe Velib' :

Le Président indique que les délibérations 2025 27 à 2025 31 ont été présentées par Sédik Chekir lors du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation (Régie Velib') et ont reçu un avis favorable unanime. Il convient maintenant de les approuver.

2025 27 – Approbation du compte de gestion 2024 – Budget annexe

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 27 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 1 702,81 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : STATUE sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024 du compte de gestion joint en annexe.

Article 2 : DECLARE que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2024 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 : ADOPTE le compte de gestion de l'exercice 2024 dressé par le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île de France et du Département de Paris

2025 28 – Approbation du compte administratif 2024 – Budget annexe

Le Président cède la présidence à Monsieur Frédéric Sitbon et quitte la salle.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 28 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 1 702,81 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : DONNE ACTE des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2024 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

Section de fonctionnement :

- Recettes : 67 909 046,58 euros
- Dépenses : 66 321 991,08 euros

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2024 : + 1 587 055,50 euros.

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : + 1 162 305,20 euros, compte tenu du déficit 2023 reporté de : - 424 750,30 euros.

Section d'investissement :

- Recettes : 42 115,39 euros
- Dépenses : 1 038,00 euros

Soit un excédent d'investissement de l'exercice 2024 de : + 41 077,39 euros.

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : + 88 672,15 euros, compte tenu de l'excédent reporté de 2023 : + 47 594,76 euros.

Soit un EXCEDENT global de clôture 2024 : + 1 250 977,35 euros

Article 2 : APPROUVE le compte administratif de l'exercice 2024 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

2025 29 – Affectation du résultat 2024 – Budget annexe

Le Président, Sylvain Raifaud, reprend la présidence.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 29 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 1 702,81 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE :

Article 1^{er} : D'AFFECTER en report à nouveau en section de fonctionnement :
1 162 305,20 (compte 002 : excédent reporté en dépenses de fonctionnement).

Article 2 : D'AFFECTER en report à nouveau en section d'investissement :
88 672,15 (compte 001 : déficit reporté en dépenses d'investissement).

2025 30 – Constitution de provisions pour risques et charges et créances douteuses – Budget annexe

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 30 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 1 702,81 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : CONSTITUE une provision pour créance douteuses à hauteur de 15 % des restes à recouvrer supérieurs à 2 ans au 31-12-2024 pour un montant de 7 765 €.

Article 2 : DIT que les crédits sont prévus en dépenses au compte 6817 « dotations aux provisions pour dépréciations des actifs circulants »

2025 31 – Approbation du budget supplémentaire 2025 – Régie Velib'

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2025 31 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 1 702,81 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

ARTICLE unique : ADOPTE le budget supplémentaire suivant :

Section de fonctionnement :

Chapitre	Article	Dépenses		Recettes	
		Déduire	Ajouter	Déduire	Ajouter
002	002				1 162 305,20 €
68	6817		7 765,00 €		
011	611		70 000,00 €		
011	6110702		100 000,00 €		
023	023		10 000,00 €		
Total		- €	187 765,00 €	- €	1 162 305,20 €
Solde			187 765,00 €		1 162 305,20 €

Section d'investissement :

Chapitre	Article	Dépenses		Recettes	
		Déduire	Ajouter	Déduire	Ajouter
001	001				88 672,15 €
021	021				10 000,00 €
16	165		85 000,00 €		
21	21838		10 672,15 €		
21	21848		3 000,00 €		
Total		- €	98 672,15 €	- €	98 672,15 €
Solde			98 672,15 €		98 672,15 €

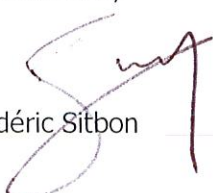
2025 32 - Rendu compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence

Le Président rappelle que les décisions ont été adressées à l'ensemble des membres. Il demande s'il y a des questions et, en l'absence, demande aux membres de prendre acte de la délibération 2025 32.

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 30 mai 2025 en vertu de la délégation de compétence du comité syndical au Président.

Le Secrétaire,


Frédéric Sitbon

Le Président,


Sylvain Raifaud